

L'ENQUÊTE ÉLECTORALE FRANÇAISE : COMPRENDRE 2017



LA NOTE / #26 / vague 6

Octobre 2016

L'IDÉOLOGIE DES ÉLECTEURS MACRON : LOIN DE LA GAUCHE, TOUT PRÈS DE LA DROITE

Crédité de 12 à 14% des suffrages exprimés dans l'Enquête électorale française réalisée au mois de septembre 2016, alors qu'il n'est pas encore officiellement candidat, Emmanuel Macron réunit des soutiens venus en proportion équilibrée des électeurs Hollande et des électeurs Sarkozy de 2012. Il couvre largement le champ politique à l'exception des extrêmes. Cette diversité politique correspond bien aux objectifs proclamés par l'ancien ministre de l'Économie. Mais si l'on examine les attitudes idéologiques, l'électorat d'Emmanuel Macron n'adopte pas une position intermédiaire entre les électeurs de François Hollande et les électeurs d'Alain Juppé. Il penche très nettement vers la droite. Tant sur les thèmes économiques que sur les thèmes sécuritaires ou identitaires, il se situe très près des électeurs du maire de Bordeaux. C'est que les électeurs Macron qui entre gauche, droite et ni gauche ni droite, se situent dans le « ni-ni » s'inscrivent en fait dans l'univers idéologique et politique de la droite. Dans les hypothèses de vote testées sans Emmanuel Macron, ses électeurs se porteraient aux deux tiers vers la droite – 54% allant directement vers Alain Juppé – un tiers se portant vers la gauche et moins du quart sur François Hollande.

Méthodologie : La vague 6 de l'Enquête électorale française a été réalisée du 9 au 18 septembre 2016 auprès de 18 659 personnes interrogées selon la méthode des quotas. Sur les attitudes idéologiques, les résultats ont été croisés avec des données recueillies dans d'autres vagues de l'Enquête.

Jérôme Jaffré

S'il n'est pas encore officiellement candidat, Emmanuel Macron est désormais testé dans les intentions de vote présidentielles des instituts de sondage. Son score se situe entre 10 et 15% des suffrages exprimés et le place le plus souvent en troisième position, juste derrière le candidat de la droite et la candidate du Front national. Dans la sixième vague de l'Enquête électorale française réalisée en septembre 2016, il est crédité de 12% des suffrages exprimés dans l'hypothèse d'une candidature Juppé à droite et de 14% dans l'hypothèse testée avec Nicolas Sarkozy.

La réussite de la diversité politique : *et de gauche et de droite*

L'ancien ministre de l'Économie tient la promesse du lancement de son mouvement En Marche ! en réussissant à agréger des soutiens venus de tous les horizons politiques à l'exception des extrêmes (tableau 1). Mieux : ses soutiens comptent en parts presque égales des électeurs Hollande et des électeurs Sarkozy du premier tour de la présidentielle de 2012. Le poids des extrêmes est en revanche très faible : 6% seulement des électeurs « macronistes » ont voté pour un candidat de la gauche du PS (Mélenchon, Joly, Poutou ou Arthaud), 3% seulement ont voté pour Marine Le Pen. Si l'on examine le positionnement des électors selon la préférence partisane, on constate que l'électorat de François Hollande campe pratiquement sur les seules terres socialistes, que l'électorat d'Alain Juppé est plus étendu mais bien ancré dans la droite et le centre. En revanche, là encore, le vote d'Emmanuel Macron se distingue par sa grande diversité mais en penchant un peu plus vers les partis de droite (42%) que vers les partis de gauche (35%).

Tableau 1 : L'origine et le positionnement politiques des électeurs Macron comparés à d'autres électors (en %)

Source : Enquête électorale française, septembre 2016

	<i>Intentions de vote au 1^{er} tour</i>		
	F. Hollande 100%	E. Macron 100%	A. Juppé 100%
Vote au 1^{er} tour de la Présidentielle 2012			
Gauche du PS	6	6	4
F. Hollande	86	35	15
F. Bayrou	3	12	15
N. Sarkozy	1	31	54
N. Dupont-Aignan	0	1	1
M. Le Pen	0	3	3
Abstention, blanc-nul, trop jeunes	4	12	8
Vote au 2^e tour de la Présidentielle 2012			
F. Hollande	95	47	23
N. Sarkozy	1	40	64
Abstention, blanc-nul, trop jeunes	4	13	13
Préférence partisane			
Gauche	92	35	10
dont PS	81	26	7
Droite	3	42	74
dont MoDem-UDI	2	12	18
dont LR	1	28	55
Front national	1	3	2
Sans préférence partisane	4	20	14
Classement idéologique			
Gauche	92	37	12
Ni gauche, ni droite	8	28	27
Droite	0	35	51

S'il peut être considéré comme un candidat se situant *au* centre, Emmanuel Macron n'est pas pour autant le candidat *du* centre : les sympathisants MoDem et UDI ne représentent que 12% de ses soutiens alors qu'il compte pour 18% parmi les soutiens d'Alain Juppé. Enfin, si l'on examine la composition des électorats selon le classement idéologique en gauche, droite et le terme « ni gauche, ni droite » auquel l'ancien collaborateur de François Hollande avait fait référence lors du lancement de son mouvement, on constate que le vote Macron est le seul à vraiment s'appuyer sur ces trois appartenances : ses électeurs sont aussi nombreux à se réclamer de la gauche et de la droite et 28% se classent « ni à gauche, ni à droite ». Dans sa définition politique, le vote Macron est bien celui voulu par l'ancien ministre. Il reste à savoir si son positionnement idéologique présente des spécificités ou bien le rapproche davantage du vote Hollande ou du vote Juppé.

L'échec de la diversité idéologique : tout près de la droite

Venus de la gauche et de la droite, se positionnant à gauche, à droite ou encore ni à gauche, ni à droite, les électeurs d'Emmanuel Macron auraient dû dans ces conditions adopter un positionnement idéologique à mi-distance entre les soutiens de François Hollande et les soutiens de Alain Juppé. Or, il n'en est rien. Tant sur les thèmes économiques que sur les thèmes identitaires suivis par l'Enquête électorale française, ils se tiennent très éloignés des positions des électeurs de François Hollande et tout proches des électeurs d'Alain Juppé (tableau 2). Sur les thèmes économiques, les écarts sont minimes entre les réponses des « macronistes » et des « juppéistes » : favorables les uns et les autres aux entreprises et au thème de la flexibilité, ce qui n'est pas tout à fait surprenant. Mais sur trois points qui forment l'ossature des thèmes économiques de droite – l'allongement du temps de travail légal, la réduction du nombre de fonctionnaires et la diminution des dépenses d'aide sociale –, la moitié des électeurs d'Emmanuel Macron adoptent la position la plus « dure » (alors qu'une réponse intermédiaire était proposée aux sondés) et, à nouveau, se tiennent très éloignés des électeurs de Hollande et tout près des soutiens de Alain Juppé. Enfin, sur la proposition « Pour établir la justice sociale, il faut prendre aux riches pour donner aux pauvres », plus de la moitié des électeurs de François Hollande y adhèrent (alors que la réponse « ni d'accord, ni pas d'accord » est proposée) contre un tiers des électeurs d'Emmanuel Macron, là aussi beaucoup plus proches de ceux d'Alain Juppé.

Tableau 2 : Les attitudes idéologiques des électeurs Macron comparées à d'autres électorats (en %)
Source : Enquête électorale française, septembre 2016

	<i>Intentions de vote au 1^{er} tour</i>			
	F. Hollande	E. Macron	A. Juppé	Comparaison F. Bayrou*
Thèmes économiques				
Pense qu'il faut augmenter le temps de travail légal des salariés	17	45	52	38
Pense qu'on n'accorde pas assez d'importance à la flexibilité	31	51	51	45
D'accord avec l'idée que : "L'État doit faire confiance aux entreprises et leur donner plus de liberté"	44	72	74	64
Pense qu'il faut diminuer le nombre de fonctionnaires	21	51	57	43
Pense qu'il faut diminuer les dépenses d'aides sociales (type RSA)	25	53	56	47
D'accord avec l'idée que : "Pour établir la justice sociale, il faut prendre aux riches pour donner aux pauvres"	56	33	25	35
Thèmes identitaires et sécuritaires				
D'accord avec l'idée que : "Il y a trop d'immigrés en France"	25	52	60	46
Pense qu'il faut diminuer le nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile	24	51	58	45
Pense qu'il faut fortement augmenter la sévérité des peines pour les délinquants	29	52	52	42

* Intentions de vote pour F. Bayrou mesurées en cas de candidature de N. Sarkozy et avec E. Macron.

Sur les thèmes identitaires et sécuritaires, il est également frappant de constater que les électeurs d'Emmanuel Macron se placent systématiquement tout près des électeurs d'Alain Juppé pour penser qu'il y a trop d'immigrés en France, que l'on devrait diminuer le nombre des réfugiés et des demandeurs d'asile dans notre pays ou pour réclamer que soit fortement augmentée la sévérité des peines à l'égard des délinquants.

D'une façon générale, si l'on compare les résultats de l'électorat d'Emmanuel Macron à ceux de l'électorat de François Bayrou (testé dans l'hypothèse où Nicolas Sarkozy serait candidat), on constate que les électeurs de l'ancien ministre de l'Économie, loin d'occuper une place plus à gauche comme l'appartenance à un gouvernement socialiste de leur leader le laisserait supposer, se placent systématiquement un peu plus à droite que les électeurs du président du MoDem. Dans sa base électorale, le « macronisme » se situe très loin du « hollandisme », à droite des « bayrouistes » et très proche des « juppéistes ». Une position qui ne correspond pas vraiment aux orientations que laisse deviner Emmanuel Macron, en particulier sur les sujets de société et les thèmes identitaires.

La difficulté d'installer un électorat disparate dans la durée

Il est intéressant de distinguer les électeurs d'Emmanuel Macron selon qu'ils se situent à gauche, à droite ou ni à gauche, ni à droite, ce qui est rendu possible grâce à la vaste taille de l'échantillon de l'Enquête électorale (tableau 3). Sur beaucoup de sujets, les écarts sont très importants entre les « macronistes » de gauche et les « macronistes » de droite. Il en est ainsi, par exemple, sur le souhait de diminuer les aides sociales : seuls 37% des macronistes de gauche le souhaitent contre 66% des macronistes de droite. C'est également le cas sur le souhait d'augmenter la durée légale du travail, voulu par seulement 29% des macronistes de gauche mais par 61% des macronistes de droite. Et sur les thèmes identitaires, l'écart est très fort sur l'item « Il y a trop d'immigrés en France ».

Pour autant, la différence entre les sensibilités de gauche et de droite au sein de l'électorat d'Emmanuel Macron ne conduit pas à une moyenne parfaite entre les deux groupes car les « macronistes » qui se classent « ni à gauche, ni à droite » penchent en fait très souvent vers la droite. C'est particulièrement vrai sur les questions identitaires et sécuritaires : 56% des macronistes ni de gauche ni de droite estiment qu'il y a trop d'immigrés en France, un score beaucoup plus proche de ceux de droite (70% le pensent) que de ceux de gauche (31% seulement le pensent). Il en est de même sur la diminution du nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile ou encore sur l'accroissement de la participation de la France à l'Union européenne. En revanche, sur les thèmes économiques, les macronistes « ni de gauche, ni de droite » occupent davantage une position intermédiaire entre ceux de gauche et ceux de droite, sauf sur les questions du nombre des fonctionnaires ou de la diminution des dépenses d'aide sociale où les ni-ni sont à nouveau plus proches des macronistes de droite.

Tableau 3 : Les attitudes idéologiques des électeurs Macron selon leur classement gauche/droite/ni gauche ni droite (en %)

Source : Enquête électorale française, septembre 2016

	Électeurs d'Emmanuel Macron au 1er tour de la présidentielle		
	Se classant à gauche	Ni à gauche, ni à droite	Se classant à droite
Thèmes économiques			
Pense qu'il faut augmenter le temps de travail légal des salariés	29	46	61
Pense qu'on n'accorde pas assez d'importance à la flexibilité	51	51	52
Pense qu'il faut augmenter les dépenses pour financer les entreprises innovantes	57	53	58
D'accord avec l'idée que : "L'État doit faire confiance aux entreprises et leur donner plus de liberté"	62	71	82
Pense qu'il faut diminuer le nombre de fonctionnaires	37	54	63
Pense qu'il faut diminuer les dépenses d'aides sociales (type RSA)	37	56	66
Thèmes identitaires et sécuritaires			
D'accord avec l'idée que : "Il y a trop d'immigrés en France"	31	56	70
Pense qu'il faut diminuer le nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile	32	54	66
Pense qu'il faut augmenter la participation de la France à l'Union européenne	40	27	29

S'il est finalement candidat, la difficulté pour Emmanuel Macron sera d'installer un électorat aussi hétérogène dans la durée d'une campagne. Car, à la différence des autres candidats installés soit dans la gauche (c'est le cas de François Hollande), soit dans la droite (c'est le cas d'Alain Juppé et *a fortiori* de Nicolas Sarkozy), il emprunte dans des proportions élevées et quasi-identiques à la gauche, à la droite ou ni à gauche ni à droite. C'est particulièrement sur les thèmes identitaires et sécuritaires que le grand écart de sa base électorale peut le faire éclater. En revanche, on voit davantage d'éléments d'unité sur les thèmes économiques où macronistes de gauche et macronistes de droite se retrouvent dans des approches communes. C'est particulièrement vrai sur la liberté à accorder aux entreprises – que partagent 62% des macronistes de gauche –, l'importance à accorder à la flexibilité (qui peut sans doute s'entendre aussi bien dans l'entreprise que dans l'évolution des carrières personnelles) ou dans l'effort de financement des entreprises innovantes. Comme thème d'unification de son électorat, Emmanuel Macron peut porter un libéralisme économique de modernisation alors qu'un libéralisme sociétal serait davantage de nature à fragiliser ses soutiens.

Où iraient les électeurs « macronistes » sans Emmanuel Macron ?

Pour vérifier de quel côté penchent les électeurs d'Emmanuel Macron, on peut examiner comment ils voteraient dans les hypothèses de vote hors la présence de l'ancien ministre de l'Économie qui ont été testées par l'Enquête électorale française (tableau 4). La conclusion selon laquelle sa base électorale tombe à droite est nettement confirmée. Dans le cas d'une candidature Alain Juppé sans Emmanuel Macron, les deux tiers des électeurs de l'ancien ministre de l'Économie voteraient à droite ou à l'extrême droite – dont 54% directement pour Alain Juppé. Il ne se trouverait qu'un tiers de ses électeurs pour voter à gauche, à peine un quart pour se porter sur François Hollande. Dans l'hypothèse d'une candidature de Nicolas Sarkozy qui entraînerait automatiquement une candidature de François Bayrou, la gauche ne recueillerait pas davantage de suffrages venus du vote en faveur d'Emmanuel Macron, dont les électeurs iraient vers le vote pour François Bayrou (à 26%) et davantage encore vers le vote Nicolas Sarkozy (à 32%), preuve supplémentaire du dextrisme du vote Emmanuel Macron. Enfin, relevons, dans l'hypothèse Alain Juppé, que les macronistes qui se situent dans le « ni gauche, ni droite » penchent décidément bien à droite puisque, en l'absence de leur champion, 67% d'entre eux voteraient au premier tour pour le maire de Bordeaux.

Tableau 4 : Comment voteraient les électeurs d'Emmanuel Macron en cas de non-candidature d'Emmanuel Macron ?

Source : Enquête électorale française, septembre 2016

Sur 100 suffrages exprimés	Électeurs d'Emmanuel Macron				
	Sans E. Macron Hypothèse avec N. Sarkozy	Sans E. Macron Hypothèse avec A. Juppé	dont se classe :		
			À gauche	Ni à gauche, ni à droite	À droite
Extrême gauche	2	1	2	1	0
J.-L. Mélenchon	6	6	10	4	1
C. Duflot	2	3	6	2	2
F. Hollande	23	24	50	12	2
F. Bayrou	26	-	-	-	-
N. Sarkozy / A. Juppé	32	54	29	67	75
N. Dupont-Aignan	2	3	1	3	5
M. Le Pen	7	9	2	11	15
	100%	100%	100%	100%	100%
(Abstention, blanc-nul, sans réponse)	(24%)	(23%)	(19%)	(29%)	(23%)

Conclusion

Tel qu'il est mesuré à plus de six mois de l'élection présidentielle, et alors que l'ancien ministre de l'Économie ne s'est pas encore déclaré, le vote Macron emprunte à la fois - et de façon équilibrée - à la gauche, à la droite et aux « ni gauche, ni droite ». En ce sens, la volonté de diversité politique affichée lors du lancement du mouvement En marche ! est assez réussie. Et sur le thème d'un libéralisme économique de modernisation, Emmanuel Macron dispose d'un axe de campagne susceptible d'unifier un électorat assez disparate. Il reste cependant une vraie fragilité dans les différences d'attitudes idéologiques au sein de cet électorat dès lors que le candidat devra s'exprimer sur d'autres thèmes que l'économie d'entreprise et d'innovation. Le risque est grand soit de perdre une partie de ses électeurs en désaccord avec les positions sociétales du candidat, soit de s'en tenir à un discours général et creux pour ne pas s'aliéner ses soutiens au risque de réduire sa dynamique.

L'information essentielle cependant est que l'électorat d'Emmanuel Macron penche nettement à droite. Sur les thèmes identitaires et sécuritaires comme sur les thèmes économiques, il se situe très près des électeurs d'Alain Juppé et beaucoup plus éloigné de ceux de François Hollande. Ses soutiens renseignent donc sur le sens de la rénovation politique entreprise par l'ancien ministre. Le vote Macron ne porte pas vraiment une rénovation de la gauche mais il participe bien plutôt de la domination idéologique de la droite. Si proche par ses soutiens des électeurs d'Alain Juppé, Emmanuel Macron paraît bien peu capable de tenir le rôle de sauveur de la gauche. Il pourrait en revanche chasser sur les terres du candidat de la droite, que la prochaine primaire désignera.

L'auteur

Jérôme Jaffré
Directeur du CECOP (Centre
d'études et de connaissances
sur l'opinion publique)
Chercheur associé au
CEVIPOF
cecop.sondages@wanadoo.fr

Édition

Madani Cheurfa / Odile Gaultier-Voituriez

Réalisation

Marilyn Augé

L'Enquête électorale française

Le Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) est le laboratoire de référence pour l'étude des attitudes politiques et l'analyse du comportement électoral. De novembre 2015 à juin 2017, le CEVIPOF déploie un dispositif inédit de recherche et notamment l'Enquête électorale française dans la perspective de l'élection présidentielle de 2017.

En partenariat avec IPSOS et *Le Monde*, un panel de 25 000 Français, un autre de 1 000 jeunes de 16 à 18 ans et un dernier de 2 500 personnes non inscrites sur les listes électorales, sont interrogés 16 fois durant vingt mois.

L'Enquête électorale française, à l'instar des recherches conduites précédemment aux États-Unis, au Canada ou au Royaume-Uni, répond à quatre grandes questions :

> Quels sont les facteurs individuels et contextuels susceptibles d'ancrer un choix électoral ?

> Les variables dites lourdes (socio-démographie, religion et patrimoine) suffisent-elles à expliquer les choix électoraux ? Qu'en est-il des ressorts psychologiques du vote (émotions et personnalité) ?

> Quelle est l'influence des changements personnels, familiaux, professionnels ou encore géographiques sur le vote ?

> Enfin, quelles sont les formes de mobilisation politique des primo-votants ?



Pour ces recherches menées dans le cadre de l'Enquête électorale française, le CEVIPOF bénéficie du soutien du ministère de l'Intérieur.

www.enef.fr

cevipof.2017@sciencespo.fr

www.cevipof.com